

## Compte-rendu de la conférence



### « Les résultats de la Conférence de Rio+20 répondent-ils aux objectifs d'une prospérité équitable dans la sobriété et d'une meilleure gouvernance ? »

Mercredi 27 juin 2012

#### Ghislaine HIERSO

Directrice auprès du Directeur général adjoint de [Veolia Environnement](#) en charge des Collectivités publiques et des affaires européennes, administratrice d'Orée et Présidente jusqu'en juin 2012.

Orée s'est investie dans la préparation de Rio+20 en étant membre du [Comité Rio+20](#) des Ministères de l'Ecologie et des Affaires Etrangères, du [Collectif Rio+20](#) animé par l'association 4D et du [Club France Rio+20](#) à l'initiative du Comité 21.

Orée était représentée à Rio par sa Présidente sortante, Ghislaine Hierso, membre de la délégation officielle française. A ce titre, Ghislaine Hierso a participé à la Conférence des Nations Unies Rio+20, à de nombreux débats organisés dans le cadre du Sommet des peuples ainsi qu'aux *Dialogues Days*, en suivant notamment les sujets « Océans » et « Le développement durable pour lutter contre la pauvreté ». Par ailleurs, elle est intervenue le 17 juin 2012 lors de la [table ronde](#) « *RSE Notation extra-financière/Nouveaux modèles économiques/Economie verte et transition professionnelle* », organisée par la CFDT sur le [Pavillon de la France](#).

#### Point de vue :

Nous avons d'abord constaté des écarts importants en matière de représentation et d'influence des pays lors de la Conférence des Nations Unies Rio+20, caractérisés par :

- une faible voire une absence de représentation des institutions européennes,
- à l'inverse, un pouvoir important du groupe des 77 (coalition hétéroclite de pays en développement) très « pro-chine » et « pro-Brésil »,
- un appui de l'Afrique francophone à la France pour la proposition d'une Organisation Mondiale de l'Environnement,
- une très forte présence de l'Amérique latine avec un message puissant,
- la présence officielle et reconnue du Président François Hollande.

S'agissant du texte final adopté à Rio par les États membres de l'ONU, nous pouvons noter plusieurs éléments :

- la reconnaissance de la notion d'économie verte comme un facteur propice à l'élimination de la pauvreté et à la croissance économique durable,
- la responsabilité commune mais différenciée des pays : principe réaffirmé notamment en matière de changement climatique et de mesures d'atténuation adaptées à chaque pays,
- les organisations et les entreprises ont été incitées dans le cadre de leur Responsabilité Sociale (RSO<sup>1</sup>/RSE<sup>2</sup>), à la mise en place de pratiques responsables semblables à celles du Pacte mondial,
- la déclaration adoptée se limite à un rôle d'« incitation », plus proche de la *soft law* du fait de l'absence de lignes directrices et du caractère non contraignant du texte,
- La biodiversité a été très peu évoquée et uniquement au sens de « bien commun ».

<sup>1</sup> Responsabilité Sociale des Organisations

<sup>2</sup> Responsabilité Sociale des Entreprises

Selon moi, il est également apparu un point de vigilance important : celui de la marchandisation de la nature qui semble gagner du terrain.

Enfin, la cérémonie du 20<sup>ème</sup> anniversaire des Conventions de Rio (Convention sur la diversité biologique (CDB), Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Convention des Nations Unies pour lutter contre la désertification (UNCCD)) s'est déroulée en présence d'un petit nombre de personnes pour un événement d'une telle importance.

### **Sylvianne VILLAUDIERE**

Directrice fondatrice d'[Alliantis](#).

J'étais déjà à Rio en 1992 avec quelques entreprises pionnières, et j'ai voulu préparer la conférence Rio+20 avec la volonté d'impliquer les entreprises : organisation d'un séminaire « Rio+20 Entreprises » en octobre 2011, mise en place avec le [Comité 21](#) et de très nombreux réseaux d'acteurs du [Club France Rio+20](#) et du Pavillon de la France en juin 2012.

#### **Point de vue :**

Les résultats de la conférence sont une chose mais ce qui compte aussi c'est la formidable mobilisation ainsi que les contacts entre les acteurs qui se sont opérés à cette occasion. Les collectivités territoriales françaises ont été particulièrement présentes et remarquées à Rio+20, de même que les associations et de nombreuses entreprises. Nous avons d'ailleurs des messages de remerciement de différents Ministères, soulignant que les acteurs français ont été parmi les plus actifs et les plus mobilisés, participants à divers débats et *side events*.

### **Jean-Patrick LE DUC**

Directeur des relations internationales au [Muséum National d'Histoire Naturelle](#).

Nous avons suivi les négociations depuis leur commencement (cf. [dossier de presse « Le Muséum se met à l'heure de Rio+20 ! »](#)).

#### **Point de vue :**

Nous éprouvons une grande déception pour plusieurs raisons :

- Un texte final décevant reflétant néanmoins la réalité des débats (discussions pendant plusieurs mois n'aboutissant qu'à faire apparaître les intérêts particuliers des états).
- Un manque de solidarité internationale caractérisé par des jeux de blocs et de pays, préservant leurs intérêts économiques et esquivant leurs problèmes sociaux.
- Peu de véritables décisions prises : le contenu du texte contient 200 fois la mention « *nous sommes conscients que* » ou « *nous avons noté que* », 5 fois « *nous décidons* » et 2 fois seulement la mention « *nous nous engageons* ». On constate une grande fréquence de la mention « *nous réaffirmons* », correspondant à d'anciens engagements de Rio 92 ou Johannesburg qui n'ont pas été tenus. Cela est le signe que la situation est mauvaise, qu'il est temps d'agir mais nous ne savons que faire.
- Les deux grands thèmes affichés de ce sommet, « économie verte » et « gouvernance mondiale », ont fait apparaître la difficulté de s'accorder sur une définition commune, notamment sur l'économie verte.

S'agissant de la gouvernance mondiale, notons un point positif : les pays ont maintenu des systèmes de gouvernance distincts pour l'environnement et pour le développement durable.

En matière de gouvernance de l'environnement, nous n'étions pas loin d'aboutir à la décision de créer l'Organisation Mondiale de l'Environnement (OME), proposition portée par la France. Les négociations auraient pu se poursuivre et aboutir à la création de l'OME d'ici trois à quatre ans. A la place de cela, les chefs d'Etat et de gouvernement ont préféré renforcer les pouvoirs du PNUE.

Désormais, ce ne seront plus seulement les Etats qui conduiront les négociations mais aussi le PNUE, qui tâchera de sauvegarder ses intérêts, et freinera, on peut le supposer, les négociations. Selon moi, 10 ans passeront avant que nous décidions de créer l'OME.

- La faible place accordée à la biodiversité : 7 paragraphes sur le sujet dans le rapport final mais aucun engagement et aucune nouveauté. La biodiversité est la grande perdante de Rio. Pour la mer, ce qui a été adopté est catastrophique. Les processus qui ont été amorcés (gestion de la haute mer, réseau mondial des aires marines protégées) prendront, selon moi, une vingtaine d'années avant d'aboutir.
- Une mobilisation très importante de la société civile, avec des propositions innovantes, mais complètement ignorées par les gouvernements.

### **Alain CHABROLLE**

Vice-président Collectivités d'Orée, vice-président à la Santé et à l'Environnement de la [Région Rhône Alpes](#). J'étais à Rio en tant que représentant des collectivités territoriales et des réseaux régionaux : [The Climate group](#), le réseau [nrg4SD](#), l'[Organisation des Régions Unies/FOGAR](#), les [Cités et Gouvernements Locaux Unis](#) (CGLU).

#### **Point de vue :**

Si on fait le bilan depuis Stockholm, voire depuis 20 ans, est-on vraiment en phase d'amélioration ? Selon moi, la réponse est négative mais je vais tout de même essayer de positiver. Depuis Johannesburg, on assiste à une formidable mise en mouvement du réseau des villes et des collectivités territoriales. En dehors de l'ONU, de nombreuses choses avancent avec la mise en place de plateformes, de groupes de travail et la mise en commun d'outils de méthodes. Il y a eu un travail commun sur les objectifs d'Aichi entre le Panama, la Manchourie, la Corée du Sud, et des dizaines d'Etats et de régions à travers le monde. On peut faire le même constat au niveau des grandes agglomérations.

- Pourtant, la société civile a eu beaucoup de mal à se faire entendre lors de la Conférence Rio+20. Les rares fois où elle a réussi, c'est en passant par les réseaux des collectivités et des régions.
- De vrais affrontements entre le Nord et le Sud ont eu lieu avec des débats très riches sur le contenu de l'économie verte et du développement durable ainsi que sur la transformation des objectifs du millénaire vers autre chose, mais non définie. Malgré les désenchantements, nous devons rester contributifs et actifs, notamment sur les diverses conventions précédemment citées.
- Nous devons néanmoins reconnaître que la pauvreté fut un enjeu partagé dont on a beaucoup débattu.

Enfin, je souhaiterais relever quelques nouveautés qui sont apparues dans le rapport final : la notion de « régions du monde » et les deux paragraphes sur la santé environnementale. Trois thèmes ont également été débattus : les relations entre sphères économiques et sphères naturelles, le problème des politiques et des vues entre le court terme et le moyen/long terme, le découplage entre la croissance du PIB et la croissance des Gaz à Effet de Serre et de la perte de biodiversité.

### **Antonio MANGANELLA**

Chargé des questions de régulation des entreprises et de RSE au sein de l'ONG de développement [CCFD-Terre Solidaire](#). Coordonnateur du Forum citoyen pour la RSE. Il a suivi à Rio, les questions de RSE, liées aux enjeux de développement et à l'évolution des relations Nord/Sud.

#### **Point de vue :**

Cette conférence a été l'occasion pour la société civile de se réunir et d'échanger. Le problème est qu'on espérait que cette conférence serait plutôt l'aboutissement d'un processus et non un nouveau commencement.

- Première déception : les chefs d'Etat et de gouvernement n'ont pas pris la mesure de l'importance des enjeux et ne semblent pas s'en préoccuper, comme l'atteste la déclaration finale.

- Seconde déception : pas de questionnement du modèle de développement économique actuel. La mondialisation ne semble pas être à l'origine des dysfonctionnements : absence du mot « régulation », de l'évocation de la finitude des ressources, ni du terme « responsabilité ». La conférence Rio+20 est un exemple de l'échec du multilatéralisme puisqu'elle s'est terminée par le dictat du pays hôte.

Il y a également eu un grand décalage entre le forum social (sommet des peuples) et la Conférence des Nations Unies, en partie causé par la distance entre les deux lieux (50 km), si bien qu'il était impossible pour les participants de suivre les deux événements. De plus, les relations entre négociateurs et société civile ont été absentes des négociations.

### **Louis-Albert DE BROGLIE**

Président de [Deyrolle pour l'Avenir](#), il était présent à Rio pour suivre le volet « éducation ». Dans ce cadre, il a notamment organisé deux *side events* avec l'UNESCO sur l'éducation.

#### **Point de vue :**

Le Pavillon français a été une réussite si on le compare aux autres pavillons, parfois gigantesques en surface mais rassemblant très peu de monde et très peu de contenu. L'enjeu est maintenant pour la société civile d'agir à l'échelle des territoires et pour les associations, dont Orée, de challenger le gouvernement sur de nombreux thèmes, comme l'agriculture, la croissance verte, la nutrition ou la santé environnementale.

### **Claude FROMAGEOT**

Directeur Développement Durable d'[Yves Rocher](#) et de la Fondation Yves Rocher, il a participé à 5 *side events* en tant que représentant du NMSC (groupe mondial de cosméticiens et de parfumeurs) et par le biais de la Fondation Yves Rocher pour porter un message des citoyens consommateurs du monde.

#### **Point de vue :**

Personnellement, j'ai trouvé la conférence très positive. Il n'y a pas eu de grandes résolutions mais selon moi ce n'était peut-être pas le temps des décisions, mais plutôt le temps de la consultation. J'ai pu me nourrir, participer à des réunions internationales entre collectivités territoriales (Bretagne – ville de Rio par exemple sur la question de la mer) qui vont permettre d'établir des liens et de lancer des travaux de fond. De nombreuses idées ont été émises lors de Rio+20 et de nombreux événements parallèles organisés, je retiens notamment la proposition d'Edgar Morin de créer un tribunal sur les crimes contre l'environnement.

J'ai également pu établir des contrats avec divers acteurs, notamment concernant des plantations d'arbres avec une ONG, mais aussi avec une PME qui réalise des photographies dans une favela. Ce sont des détails mais j'ai vraiment été nourri par les rencontres que j'ai pu faire au sommet des peuples.

### **Nicolas IMBERT**

Directeur de [Green Cross France et Territoires](#), à la fois représenté au sein de la délégation du Club France Rio+20 mais aussi à travers les 34 pays différents représentés à Rio+20.

#### **Point de vue :**

Cette conférence a suscité de nombreuses et très fortes attentes, et la cause principale de son échec relatif est qu'elle a été trop légèrement préparée. Depuis le mois d'avril, nous pouvions sentir que l'élaboration de la conférence était mauvaise. Un exemple de ce manque de préparation : c'est la première fois que l'Europe arrive à ce type de conférence sans avoir eu auparavant de mandat sur le périmètre complet de la discussion.

Deux sujets qui sont tout de même sur le point d'aboutir : l'accord sur les océans et l'institution internationale de l'environnement. Sur d'autres sujets, on a vu les souverainetés nationales revenir au galop et bloquer les processus de négociation, ce qui a notamment été le cas pour l'alimentation et l'eau.

L'éthique a été un sujet absent. Un grand nombre de personnes ont honoré la mémoire de Maurice Strong (président du Sommet de la Terre et impliqué dans l'élaboration de la Charte de la Terre) mais il y a eu peu de références à cette charte éthique de 1992. Or, la perte de cette charte peut entraîner celle de plusieurs grands principes, comme le principe de précaution et le principe du pollueur-payeur, ce qui représente un risque énorme.

Le financement de l'économie verte est un sujet qui n'a pas abouti dans le processus officiel. En revanche, l'Afrique du Sud avec des clubs d'investisseurs de long terme et des banques d'investissement et de développement, était présente avec une forte proposition dans ce domaine. Cette proposition n'a pas pu être examinée par l'Europe ou les Etats-Unis mais elle a permis d'avancer. Par ailleurs, nous avons constaté un rapprochement entre les propositions issues du syndicalisme dans les domaines sociaux et sociétaux et celles issues des « environnementalistes » : discours particulièrement riches, créations de contacts et poursuite des dialogues.

### Sylvie BÉNARD

Directrice de l'Environnement du groupe [LVMH](#) et ancienne Présidente d'Orée, elle était présente en tant qu'observatrice à Rio notamment pour relever les clivages entre société civile et gouvernements.

#### Point de vue :

- Les lieux du Sommet des peuples, des *Business Days* et de la conférence politique se trouvaient séparés physiquement, rendant difficiles les interactions.
- La communication sur les événements s'est faite uniquement par applications Web, sans qu'aucun document papier ne soit distribué. Ce détail a pesé sur le taux de participation aux différents événements, et donc sur la qualité des échanges.
- Les *Business Days* ont été décevants. Il s'agissait de présentations d'entreprises pour un public d'entreprises, chacune vantant son mérite, avec un message en filigrane : « *le business va sauver la planète* ».
- Neufs « groupes majeurs » ont également pris la parole tour à tour lors des Dialogues : les femmes, les jeunes, les syndicats, les scientifiques, les entreprises, les agriculteurs, les peuples indigènes, etc. Seuls deux groupes, les jeunes et les scientifiques, n'ont pas eu de discours convenus. Le message des scientifiques était le suivant : « en 20 ans, nous avons découvert beaucoup de choses et nous savons mieux que jamais à quel point la situation est critique mais nous n'avons pas su faire partager cela à la société civile. Nous avons échoué sur ce point ». La décision a d'ailleurs été prise d'intégrer au sein de chaque organisme des Nations Unis des scientifiques environnementaux. Ce point montre bien la richesse que peut représenter Orée avec son « business model » basé sur les relations entre le monde scientifique et la société civile.

### Jacques WEBER

Economiste et anthropologue, Président des [Petits Débrouillards](#), adhérent d'Orée, ancien directeur de l'Institut Français de la Biodiversité, ancien directeur de recherche au CIRAD et fondateur du Groupe de Travail Orée « [Economie et Biodiversité](#) ».

Je reprendrai les propos d'Elinor Ostrom, première femme Prix Nobel d'économie décédée le 12 juin 2012. Elle prononçait à l'occasion de l'ouverture de Rio+20 :

*« N'attendez pas que les gouvernements se donnent des objectifs contraignants, ils ne le feront jamais. Exigez d'eux qu'ils aient la même définition des enjeux et à partir de là, faites confiance au niveau en dessous. Par exemple, les Etats-Unis sont le pire pays, néanmoins, 30 états se sont engagés d'eux même dans des plans contraignants et 30 000 villes des Etats-Unis se sont engagées dans des plans Climat. C'est cela qu'il ne faut non pas déplorer mais apprécier ».*

Comptes rendus de Rio : <http://www.iisd.org/rio/>